

Paris, le 7 janvier 2020

Le Président

M. Edouard PHILIPPE
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne

75007 Paris

Monsieur le Premier ministre,

Depuis plus d'un mois maintenant, un mouvement social contre la réforme du Gouvernement sur les retraites agite le pays, suscitant des mouvements de grève massifs dans les transports et autres secteurs, et des manifestations d'ampleur, à la hauteur de la régression sociale qu'elle porte. Selon les sondages d'opinion, la majorité du pays est également opposée à cette réforme.

Vous avez laissé entendre que vous étiez ouvert à la discussion et à la négociation avec les partenaires sociaux et annoncé vouloir les recevoir vendredi prochain pour déterminer le contenu d'une conférence de financement.

Nous pourrions croire donc que vous ouvrez, enfin, à cette rentrée, une phase de négociations.

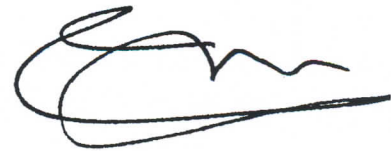
Pourtant nous apprenons par voie de presse que deux projets de loi (organique et ordinaire) seraient d'ores et déjà sur le bureau du Conseil d'État. Comme si cela n'y suffisait pas, la Conférence des Présidents de l'Assemblée nationale nous apprend ce matin les dates choisies par le Gouvernement pour l'examen de ces textes en procédure accélérée. Des dates qui imposent des conditions d'examen proprement hallucinantes pour un projet qui engage notre modèle de société.

Monsieur le Premier ministre, les modalités d'examen parlementaire de ces textes ne sont pas à l'ordre du jour. L'apaisement et le dialogue doivent être la priorité de l'agenda politique.

La transmission des projets de loi et leur inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée ne peuvent apparaître que pour ce qu'elles sont : une provocation et un refus obstiné d'examiner des propositions alternatives à votre projet.

Nous vous demandons solennellement, Monsieur le Premier ministre, de prendre la mesure de ce qui se passe dans notre pays, de prendre le temps d'examiner toutes les options et choix possibles pour notre système de retraite, d'accepter de modifier votre agenda pour permettre une véritable négociation avec les partenaires sociaux.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



André CHASSAIGNE